

## ALORS QUE LE COURS DU BARIL DE PÉTROLE A ENCORE ENREGISTRÉ UN RECU HIER

# Des économistes évoquent le manque de prévoyance du gouvernement

**Le cours du baril de pétrole affichait 81,30 dollars, hier dimanche, dans la matinée, soit un recul de 0,73% par rapport à la veille (samedi). Alors que le ministre des Finances, Mohamed Djellab certifiait, il y a quelques jours à l'APN, qu'«il n'y a pas le feu», l'économiste Abdelmadjid Attar, pense qu'avec un baril en dessous des 90 dollars, l'Algérie entamera l'année 2015 sur un grand déséquilibre budgétaire. L'analyste financier, Ferhat Aït Ali, estime quant à lui, que l'Algérie aurait dû commencer à s'inquiéter il y a deux ans.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Sur la question de savoir à quel moment et à quel seuil de la baisse du prix du pétrole l'Algérie devrait s'inquiéter, Abdelmadjid Attar pense que le gouvernement aurait dû le faire il y a bien longtemps. «Pour le deuxième semestre 2014, le seuil sera moyennement en dessous des 90 dollars le baril. Ce qui affectera les recettes et la fiscalité pétrolière, avec déficit de la balance de paiement et alimentation insignifiante du fond de régulation. En parallèle, les prévisions budgétaires de l'Algérie sont supérieures à celles de 2014. Si la tendance baissière persiste, cela va créer un grand déséquilibre budgétaire. L'Algérie sera ainsi confrontée à de sérieux problèmes...», explique-t-il.

Lors de la présentation du projet de la loi de finances 2015, à l'APN, le ministre des Finances avait certifié qu'«il n'y a pas le feu». Abdelmadjid Attar suppose que Mohamed Djellab parle de l'exercice de l'année 2015. Car, selon lui, «pour l'année en cours les jeux sont faits, et le bilan financier sera forcément négatif». C'est ce qui l'amènera à dire : «Le problème c'est que le politique analyse la tendance du marché pétrolier au vu des bouleversements géopolitiques, avec, entre autres, ce qui se passe en Ukraine, au Nigeria, en Irak et en Syrie. Mais de nos jours, ce sont les bouleversements économiques qui influent véritablement, à l'exemple

de la crise, la récession et l'absence de reprise de développement économique en Occident. On consomme de moins en moins, en Europe et en Asie, avec parallèlement le développement des énergies renouvelables dans certains pays clients potentiels». En un mot, pour Abdelmadjid Attar : «Il y a vraiment de quoi s'inquiéter».

**«L'Algérie finance sa disparition en tant que nation depuis 10 ans»**

Sur le même chapitre, l'analyste financier, Ferhat Aït Ali, estime que «l'Algérie aurait dû commencer à s'inquiéter il y a deux ans». Se voulant plus explicite, il affirme que «les effets baissiers étaient déjà prévisibles en 2012, à partir du moment où les Etats-Unis approchaient l'autosuffisance énergétique qu'ils ont aujourd'hui atteinte». Selon lui, c'était «à partir du moment où les Etats-Unis investissaient à perte sur les hydrocarbures non conventionnels pour arriver à ce résultat».

Tout en regrettant que les autorités algériennes agissent quand la catastrophe est là, il rappelle : «J'ai personnellement donné l'alerte en avril 2013 sur les ondes de la radio nationale. La baisse des cours pétroliers était alors imminente. Le danger, selon l'analyse de Ferhat Aït Ali, persiste dans le fait qu'en 2004, l'Algérie arrivait à équilibrer ses dépenses budgétaires (fonctionnement, équipement), avec des recettes pétrolières de 24 milliards



Les effets baissiers du prix du pétrole étaient prévisibles depuis 2012.

de dollars. Aujourd'hui, nous n'arrivons pas à équilibrer ces mêmes dépenses avec des recettes de 52 milliards de dollars». Il précise, à ce propos : «rien que pour le fonctionnement de l'année 2013, l'Algérie a dépensé 65 milliards de dollars. Pour l'exercice de l'année 2014, le budget a augmenté de 27,16%. Il faut dire, qu'à la base, la structure du budget de fonctionnement est économiquement suicidaire. Nous avons 40 milliards de dollars de salaires, pour une fonction publique économiquement improductive. 20 milliards de dollars de subventions qui, au bout du compte, profitent au producteur étranger. Une économie qui ne produit pas et qui, parallèlement, subventionne la production d'autrui, quelque soient ses revenus (en hausse ou en baisse), creuse forcément sa tombe». L'inquiétude est d'autant plus justifiée, poursuit-il, lorsque «nous savons que l'Algérie dispose d'une seule source de revenus que nous ne contrôlons, ni en amont ni en aval. En même temps, nous avons plusieurs sources de dépenses qui enregistrent d'année en année une tendance haussière».

Ce constat ne prête pas l'analyse financière à des mots doux : «Qu'ils prennent conscience et sur-

tout leurs responsabilités, car depuis dix ans, nous finançons notre disparition en tant que nation. En 2014, un drapeau, une fanfare et une Constitution ne font pas une nation. La sécurité institutionnelle telle qu'elle est perçue par les pays développés est avant tout économique». Il cite, d'ailleurs, un exemple édifiant : «Une enveloppe de 3 milliards de dollars a été allouée au secteur de l'agriculture en 2013. Cet argent est logiquement injecté pour la croissance du secteur. Hors, 800 milliards de dollars sont dépensés rien que par l'Onil, pour subventionner la poudre de lait, c'est-à-dire les éleveurs de vaches laitières, notamment français et hollandais. Ceci, en plus des consommateurs des pays voisins que nous subventionnons à travers la contrebande».

Enfin, les deux lectures des spécialistes de l'économie et des finances se rejoignent au moins sur un fait : «le gouvernement algérien manque de prévoyance».

M. M.

### INDUSTRIE

## Inauguration de l'usine de la Société algérienne pour la fabrication des véhicules Mercedes Benz

L'usine de la Société algérienne pour la fabrication des véhicules Mercedes Benz (SAFAV-MB) d'Ain Boucekif, dans la wilaya de Tiaret, a été inaugurée, dimanche, par le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, qui a assisté à la sortie des chaînes de montage des deux premiers véhicules de cette marque allemande.

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence du général-major Saïd Bey, commandant de la 2<sup>e</sup> Région militaire et du général-major Chouaki Rachid, directeur des industries militaires, et d'un grand nombre d'officiers supérieurs de l'ANP.

Sur place, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah a assisté à la sortie de la chaîne de montage de deux premiers véhicules de cette marque allemande et suivi, au niveau de l'atelier-pilote, des explications sur le processus de montage des voitures.

Le directeur de la production de cette société a indiqué que dans une première étape et durant les premières années, l'usine fabriquera différents types de véhicules utilitaires et 4x4 destinés à des usages civils.

La production théorique annuelle de cette usine est de 6 000 véhicules de type Mercedes Sparten destinés à tous les usages, 2 000 véhicules 4x4 de type G-Class de la catégorie G destinés à des usages militaires et paramilitaires.

Le représentant du partenaire allemand a évoqué, pour sa part, la technologie de fabrication des véhicules dans cette usine qui est la même que celle utilisée en Allemagne et en Autriche. Il a également insisté sur le transfert de cette technologie afin qu'elle puisse être adoptée par la main-d'œuvre algérienne.

La SAFAV-MB est une société mixte créée en juillet 2012. Elle est composée de trois principaux actionnaires. La partie algérienne détient 51% des actions.

Elle est composée de l'Entreprise de développement de l'industrie automobile (EDIV) relevant du MDN (34%) et la SNVI (17%).

Le deuxième actionnaire est représenté par le fonds d'investissement émirati Aabar (49%). Le groupe allemand Daimler est considéré comme le partenaire technologique.

Seize ingénieurs formés en Allemagne veillent sur la formation des techniciens et la bonne marche de l'atelier-pilote qui comprend 7 plateformes pour le montage des véhicules 4x4 et 5 autres pour les véhicules utilitaires.

L'usine comprend également un centre de formation dans la technologie automobile. Il est composé d'une salle pédagogique, d'un laboratoire d'apprentissage des langues allemande et anglaise, six salles de cours, une salle des conférences multimédias ainsi que des ateliers de mécanique et un bloc administratif.

Actuellement 120 stagiaires, diplômés des CFPA, suivent une formation au niveau de ce centre dans les spécialités de la mécanique générale, de la mécanique auto, de l'entretien et de la carrosserie. L'usine s'étend sur une superficie de 104 hectares dont 44 bâtis.

APS

### RESSOURCES EN EAU

## Vers un régime tarifaire pour l'eau brute des barrages

**Le prix de l'eau brute des barrages sera soumis à une nouvelle tarification. Le ministre des Ressources en eau a annoncé, hier, que les pouvoirs publics ont décidé de mettre en place un régime tarifaire pour l'eau brute des barrages.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - L'Agence nationale des barrages (ANB), chargée de l'exploitation et de la cession de l'eau brute des barrages, va désormais fixer ses prix de vente. C'est ce qu'a annoncé hier le ministre des Ressources en eau.

Hocine Necib, qui était hier l'invité de la Radio nationale Chaîne III, a toutefois rassuré que cette nouvelle mesure ne va pas influencer sur le prix de l'eau potable. Puisque, rappelle-t-il, encore une fois, l'augmentation du prix de l'eau n'est pas à l'ordre du jour. Necib a souligné que «sur instruction du Premier ministre nous allons ouvrir le dossier pour mettre en place un régime tarifaire pour l'eau des barrages», a souli-

gné l'intervenant. Selon lui, l'eau est conçue comme étant un bien social mais ceci n'exclut pas le recours vers d'autres options qui permettraient, à la fois, une évolution du prix réel de l'eau et la préservation des coûts sociaux. «On va commencer par l'eau brute, après on verra», a indiqué l'invité de la radio.

Par ailleurs, Necib a annoncé que 26 nouveaux barrages d'une capacité de 985 millions de mètres cubes sont au programme du quinquennat 2015/2019.

Parmi une douzaine de barrages à réceptionner, huit seront livrés en 2015, a-t-il indiqué. Le ministre a aussi souligné que 9 stations de dessalement d'eau de mer ont été

mises en service sur un total de 13 stations décidées depuis 2003. Deux nouvelles stations seront opérationnelles avant la fin de l'année en cours. Il s'agit de la station d'Oran avec une capacité de 500 000 mètres cubes par jour et celle de Ténès avec une capacité de 200 000 mètres cubes par jour. Ces 11 stations, a indiqué l'intervenant, vont permettre de produire 2,1 millions de mètres cubes par jour.

Deux autres stations sont prévues dans les wilayas de Béjaïa et d'El-Taref d'une capacité de 100 000 mètres cubes par jour pour chacune.

Actuellement 75% de la population ont de l'eau quotidiennement, 45% H/24 et 9% un jour sur deux voire sur trois. Necib a rassuré qu'à terme du programme 2015-2019, la couverture des besoins de consommation en eau potable et de l'assainissement sera «maximale».

S. A.